

LesEchos.fr



MICHEL KITITAREFF

L'Amérique, plus soucieuse d'énergie que de climat

[05/03/10] [6 commentaire\(s\)](#)

MICHEL KITITAREFF EST CORRESPONDANT DES « ECHOS » À PALO ALTO.

Contrairement aux apparences, la majorité des citoyens de l'Oncle Sam semblent se soucier comme d'une guigne de la disparition possible de l'ours polaire. Ils sont également indifférents à la perspective - lointaine -d'une augmentation de quelques degrés des températures à l'horizon de cette fin de siècle. Ils ne font pas non plus vraiment le lien entre les catastrophes climatiques - comme celle qu'ils ont connue après le passage du cyclone Katrina à la Nouvelle-Orléans -et le fait qu'elles puissent être le résultat de l'activité humaine sur la planète. Cette indifférence, palpable dans les conversations de tous les jours, vient d'être formellement mesurée par un récent sondage, publié par le Pew Research Center, qui montre que « le réchauffement climatique » est tout simplement la... dernière des grandes préoccupations de l'opinion publique américaine.

Leur président, convaincu au contraire qu'il faut agir pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre, n'aura donc, a priori, pas la partie facile pour faire voter la grande loi Energie-Climat qu'il prépare pour 2010. D'autant moins que sa majorité au Congrès, déjà en train de s'effilocher, risque de se réduire encore - cette fois de façon considérable -lors de son renouvellement partiel, dans quelques mois.

Faut-il donc désespérer de l'Amérique dès qu'il s'agit des enjeux climatiques ?

Pas sûr. Car le même sondage du PRC montre que l'opinion publique est en revanche sensible aux arguments selon lesquels l'Amérique doit se préparer activement pour réussir à se passer à terme du pétrole moyen-oriental.

L'opinion est aussi sensible à cet argument -peu débattu en Europe -selon lequel l'Asie -et en particulier la Chine -préparent dès aujourd'hui un monde différent, duquel les énergies fossiles seront absentes. Et donc basé sur des technologies « propres », aussi bien en matière de sources d'énergies renouvelables que d'efficacité énergétique ou de moyens de transports du futur (électriques, carburants issus de la biomasse, etc.).

Par ailleurs, les Américains semblent croire l'argument selon lequel une conversion rapide du pays à cette nouvelle économie permettrait de créer de nombreux emplois -souvent qualifiés et non délocalisables -alors que le taux de chômage, à 10 % de la population active, traumatise le pays.

Barack Obama a compris cela depuis des mois. Lors de ses dernières communications télévisées à propos de ses mesures en faveur de l'environnement, il insiste sur ce thème, parlant de « centaines de milliers d'emplois » à créer, aussi bien dans les usines de production de panneaux solaires ou de voitures électriques, que dans le bâtiment « écologique » ou les services d'expertise et d'installation.

C'est donc par le biais de l'économie plus que du climat lui-même qu'il compte agir. Et son bilan n'est pas négligeable

« C'est de très loin la meilleure année d'un président américain du point de vue de

l'environnement », vient de déclarer, satisfait, Carl Pope, le directeur d'un puissant groupe environnemental de San Francisco, le Sierra Club. Un avis partagé par la League of Conservation Voters, une puissante Association d'électeurs basée à Washington, qui favorise l'action législative en faveur de l'environnement. « Lors de cette première année, le président a transformé ses mots en action », se félicite ainsi Gene Karpinski, son directeur.

Le principal crédit écologique accordé à Barack Obama est lié à son plan de relance économique de 787 milliards de dollars, adopté depuis 2009. Celui-ci comporte des sommes élevées au bénéfice des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique. L'adoption législative de ce plan lui a permis de promulguer, par la suite, de nombreux décrets, d'application immédiate, pour commencer à faire bouger les choses. Comme le programme de « retrofitting », qui prévoit d'investir des milliards de dollars pour améliorer la consommation d'énergie des bâtiments officiels sur tout le territoire américain. Un décret est également paru pour imposer la réduction de la consommation et des émissions polluantes des véhicules automobiles qui seront mis sur le marché américain après 2016.

Récemment, un nouveau décret est encore apparu pour attribuer 2,3 milliards de crédits d'impôts et d'incitations fiscales à des firmes technologiques rassemblant 183 projets prometteurs dans les énergies renouvelables.

Le président démocrate a enfin habilement utilisé les instances existantes pour agir. Par exemple, en poussant l'agence fédérale de protection de l'environnement, l'Environmental Protection Agency (EPA) à déclarer toxiques les gaz à effet de serre. Ce que ses scientifiques disaient depuis longtemps sous l'ère Bush. La position de l'EPA permet maintenant d'utiliser le cadre législatif existant, le Clean Air Act, pour passer des mesures favorables à la réduction de ces émissions de gaz. Sans avoir à légiférer.

Reste à consolider ce bilan en impulsant à l'économie américaine un changement aussi profond que celui que le démocrate Roosevelt - le modèle politique de Barack Obama - a imposé aux Etats-Unis pour les faire sortir de la grande crise de 1929. C'est là son grand projet politique.

[6 commentaire\(s\)](#)
[Réagir à cet article](#)

Tous droits réservés - Les Echos 2010